

RENOUVEAU DE SAVOIR-GOUVERNER AUTOCHTONE : UN OUTIL INDISPENSABLE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT À MADAGASCAR ?

Samoelson RABOTOVAO

Université d'Antananarivo Madagascar

rabsamoel@yahoo.fr

Résumé : L'étude a pour objet l'analyse du savoir-gouverner autochtone au sein des formes pré-étatiques autochtones à Madagascar dans le cadre de l'anthropologie politique et de l'anthropologie du développement. Le système de gouvernement autochtone se nourrit d'un triple savoir traditionnel qui s'inscrit dans le patrimoine immatériel malgache : le savoir-se protéger contre les incursions naturelles, physiques, idéologiques venant de l'extérieur ; le savoir-éliminer les sources de conflit interne en se référant à deux principes de base : le principe égalitaire et le principe hiérarchique selon les dualismes « aîné/cadet » et « masculin/féminin » ; le savoir-cohabiter régi par le *Fihavanana*, solidarité généralisée, la relation étroite et la solidarité entre tous les membres de la population moyennant des contrats de cohabitation et de résidence. La principale problématique de la recherche est l'érosion plus ou moins avancée du système politique autochtone au cours du temps suite à une dynamique endogène et surtout exogène, avec pour effet l'instabilité politique. Notre objectif est de favoriser la complémentarité entre le système politique autochtone traditionnel et le système politique moderne. Pour assurer le développement durable à Madagascar, il est possible de reprendre le savoir-gouverner autochtone traditionnel et de faire en sorte que le système politique moderne s'y adapte. La démarche méthodologique consiste ainsi à faire l'état des lieux du système politique traditionnel et d'inférer un modèle général selon la méthode des échelles. L'analyse des savoirs-gouverner autochtones malgaches est d'abord réalisée, ensuite ces savoirs sont appréhendés dans une perspective interculturelle avant d'accéder à la structure d'ensemble selon une perspective transculturelle, la mondialisation.

Mots clés : savoir-gouverner autochtone, développement, politique, mondialisation

Abstract : The study aims to analyze indigenous knowledge of governance within the indigenous pre-states forms in Madagascar as part of political and development anthropology. The indigenous government system lives on a triple traditional knowledge which is part of the Malagasy intangible heritage: the know-how to protect oneself against natural, physical and ideological incursions from outside; the know-how to eliminate the sources of internal conflict by referring to two basic principles: egalitarian and hierarchical principles according to the dualisms « elder/younger » and « male/female »; the know-how to live together governed by *Fihavanana*, generalized solidarity, the close relationship and solidarity between all members of population through contracts of cohabitation and residence. The main research problem is the erosion more or less advanced of indigenous political system, over time following a dynamic endogenous and above all exogenous, resulting in political instability. Our goal is to foster the complementarity between the traditional indigenous political system and the modern politics fits to it. The methodological approach thus consists in making an inventory of places of the traditional political system and to infer a general model according to the scales method. The analysis of indigenous Malagasy know-how is first carried out, then this knowledge is understood from an intercultural perspective before accessing to the overall structure in accordance with a cross-cultural perspective, globalization.

Keywords: indigenous knowledge of governance, development, politics, globalization

Introduction

La présente recherche s'inscrit dans les domaines de l'Anthropologie politique qualifiée par G. Balandier (1984, p.1) de « spécialisation tardive de l'Anthropologie sociale » et l'Anthropologie du développement qui analyse les actions de développement et les réactions populaires à ces actions dans le cadre des dynamiques locales, des processus endogènes, ou des processus informels de changement (J. P. Olivier de Sardan, 1995, p.6). Dans le cas de Madagascar, le système politique tant traditionnel que moderne doit baigner dans le contexte mondial via l'« Anthropologie de la globalisation » d'une appartenance à un monde global (M. Abelès, 2008). Cette recherche a pour objet l'analyse du savoir-gouverner au sein des formes pré-étatiques autochtones, dont le *Fokonolona*, la première organisation politique à Madagascar, une « forme étatique autochtone » ayant sa place parmi des formes similaires observables à travers Madagascar. De nos jours, les savoirs autochtones traditionnels malgaches en matière de gouvernance sont en voie de dévalorisation et de disparition. La principale problématique est ainsi l'érosion du système politique traditionnel, expression de savoirs autochtones, sous l'effet de l'agression venant de l'extérieur, sous la forme des savoirs modernes depuis la colonisation, un questionnement sur l'acculturation et sur le processus politique du pouvoir. L'autorité de la population a dès lors changé au cours du temps suite à une dynamique endogène et surtout exogène. Pourquoi le savoir-gouverner autochtone est-il fragile devant le savoir-gouverner moderne ? Comment s'articulent développement et renouveau des institutions traditionnelles ? Quels sont les apports de savoir-gouverner autochtones traditionnels au développement de Madagascar ? Les savoirs-gouverner autochtones et modernes sont complémentaires pour arriver à la stabilité politique en vue de la paix et du développement à Madagascar. La démarche méthodologique se réalise en deux phases : d'abord, la collecte des données par la recherche documentaire et la descente sur terrain, ensuite, l'analyse et l'interprétation des données utilisant la méthode des échelles d'observation étoffée par la méthode comparative.

1. Matériels et méthodes

La recherche documentaire est la première démarche méthodologique choisie pour recueillir des données (documents écrits, numériques, sonores, iconographiques, etc.) relatives aux savoirs autochtones et modernes en matière de gouvernance et

s'intéresse surtout aux données historiques, politiques, sociales et culturelles. Il s'agit de documents concernant les savoirs-gouverner autochtones, le *Fokonolona* ancestral¹ et les variétés du *Fokonolona* traditionnel² avec les formes similaires observables partout à Madagascar, notamment le *Fokonolona* de l'Imerina central (P. Ramasindraibe, 1975) et le système politique ancestral « *Dimy lahy manodidina ny kianja* », Cinq hommes ou cinq chefs autour de la place publique chez les Tankaratra du centre de Madagascar (S. Rabotovoao, 2015), le « *Fehifehy* » qui vient de *Fehin-tany* (littéralement loi du territoire) de l'Ankay au Moyen-Est (J. Ndemahaso, 1973), le « *Fanjakana Zafisoro* » ou royaume Zafisoro au Sud-Est (A. Mampitovy 1976), le « *Fanjakan'ny Valoambitelopolo* » ou État, Royaume des trente huit clans ou aux trente huit pavillons chez les Tsimihety- Betsimisaraka Nord-Est (Faridanonana, 1976), le *Miraindraiky*, une institution interethnique du Bas-Mangoky au Sud-Est et Sud-Ouest (P. Ottino, 1963), la *Tranobe Antemoro*, maison commune, du Sud-Est (L. P. Randriamarolaza, 1986), etc. Les réflexions des prédécesseurs sur le savoir-gouverner à travers le temps en feront également partie, exemple, la restructuration du *Fokonolona* par le Colonel Ratsimandrava, Le Chef d'État pendant la période de la transition (1972-1975) entre la première et la deuxième république à Madagascar (ordonnances n° 73-009, n° 73-010, n° 73-040), etc. Par ailleurs, les données sur les systèmes politiques traditionnels des autres pays, surtout en Afrique, seront rapportées à titre de comparaison.

La recherche concerne le système politique traditionnel. C'est pourquoi les matériels sont constitués essentiellement par des données documentaires, appuyées par des données d'observation, des impressions et des perceptions au contact du terrain et par des données obtenues directement grâce à des individus sur le terrain lors des conversations et des interviews. Mais, comme le recommande M. Abélès (2009, p.94), « il serait absurde d'enquêter sur une unique population considérée comme un isolat culturel. Il est plus intéressant de mener l'étude conjointe de plusieurs terrains liés les uns aux autres : on parle d'Anthropologie « multi-site ». Alors, nous avons

¹ Le *Fokonolona* ancestral désigne la forme initiale du *Fokonolona*, premier système politique de la population autochtone « *Tompon-tany* » (littéralement propriétaire de la terre), propriétaire du territoire.

² Le *Fokonolona* traditionnel est la deuxième forme du *Fokonolona* qui se définit par l'alliance entre *foko*, lignage, clan « *Tompon-tany* », propriétaire du territoire, avec les *foko*, lignages, clans « *Mpiavy* », autres lignages.

effectué des descentes sur terrain dans certaines régions de Madagascar, notamment dans les régions Analamanga, Vakinankaratra, Menabe, Boeny, Diana, Alaotra-Mangoro, Androy, Atsinanana, etc. Les hypothèses ont apporté des contributions précieuses à la connaissance de l'origine et de l'évolution du système politique *Fokonolona*, des savoirs-gouverner autochtones malgaches.

Quant à l'analyse et l'interprétation des données, il a été fait appel à la méthode des échelles d'observation étoffée par la méthode comparative qui consiste à confronter les documents ainsi que les informations collectées. Alors, l'analyse des savoirs-gouverner autochtones est d'abord réalisée, ensuite ces savoirs sont appréhendés dans une perspective interculturelle, les relations entre les savoirs-gouverner tant local qu'étranger avant d'accéder à la mondialisation, la véritable source de la pluralité. Ainsi, le principal enjeu de la recherche est, d'une part, le rapprochement du local et du global, tourné vers l'intérieur tout en étant orienté vers l'extérieur à travers le cas de Madagascar, et d'autre part, la compression du temps, au point de faire l'union du passé et du futur dans le présent, la construction d'une Anthropologie dans la globalisation sur la base du cas malgache. Nous avons étudié les structures politiques tant traditionnelles que modernes en analysant les éléments de base qui les constituent. Nous avons retenu la vision de la totalité. Le principe est l'impossibilité d'isoler et de considérer à part un seul des éléments dans la totalité englobante. Le savoir-gouverner est appréhendé à partir de plusieurs éléments, notamment l'aspect social, l'aspect culturel, l'aspect religieux, l'aspect économique, etc. Après, notre travail peut également étudier les dynamiques ou transformations sociales issues de la dynamique endogène et exogène. C'est une étude diachronique.

2. Résultats

Le gouvernement autochtone malgache peut présenter deux formes sous l'effet des changements sociaux et culturels et de la dynamique sociale endogène « du dedans » et exogène « du dehors ». Le premier est le *Fokonolona* ancestral, un attribut de la population « *tompon-tany* », propriétaire de la terre, propriétaire du territoire, car première occupante du territoire. Les membres en sont les descendants d'un ancêtre éponyme liés par le sang et par le système de parenté. A titre d'exemple, chez les Tankaratra du centre de Madagascar, les membres de la population sont, tous, issus d'un ancêtre éponyme *vazimba*³ appelé Rafenitra.

³ désignation de la population la plus ancienne à Madagascar

Le Zafisoro ou Zafinisoro, traduit littéralement par les descendants de Soro, est l'ensemble des descendants de l'ancêtre éponyme appelé Soronady du Sud-Est de Madagascar.

La deuxième forme de gouvernement est le *Fokonolona* traditionnel, se définit comme une alliance entre deux ou plusieurs *Foko* « clans » ayant une résidence commune sous la forme de l'organisation dualiste. Il signifie un groupe formé d'individus issus de plusieurs lignages, se réclamant d'un ancêtre éponyme réel ou supposé. Cette dualité se reflète dans le contrat et l'alliance entre les deux *foko*. Sous l'effet de la dynamique sociale « exogène », un (ou plusieurs autres) *Foko*, « *mpiavoy* », population issue d'un autre lignage ou population étrangère, s'est/se sont intégré(s) dans le groupe autochtone *tompon-tany*, propriétaire du territoire. Les deux ont établi ensemble un système politique unique et un système de cohabitation.

Le système politique autochtone malgache se nourrit dès lors d'un triple savoir-gouverner traditionnel qui s'inscrit dans le patrimoine immatériel malgache : le savoir-se protéger ; le savoir-éliminer les sources de conflit interne ; et le savoir-cohabiter.

2.1. *Le savoir-se protéger*

Le savoir-se protéger contre les incursions naturelles, physiques, idéologiques venant de l'extérieur renvoie au sens étymologique, austronésien, du *Fokonolona*, c'est-à-dire une « institution de résistance aux éléments adventices »⁴. Dans le *Fokonolona* Antakay, la population met en place des lois de la protection mutuelle : « *Ka dia ny tsirairay mihitsy no niozona. Voatsinjo tao (...): ny fiarovana ny ain'ny olona; ny fiarovana ny fananany; ny fiarovana ny mahantra sy ny madinika; ny fiarovana ny mpiara-monina amin'ny famelezana avy any ivelany* » (F. Randriamamonjy, 2002, p.44). C'est-à-dire, chaque individu fait alors son serment qui peut se résumer par : la protection de la vie de toute personne ; la protection de ses biens; l'assistance aux pauvres et aux petits ; la protection de la société contre les attaques venant de l'extérieur.

Alors, le *Fokonolona* est perçue comme une maison dont la fonction essentielle est de protéger contre les intempéries et contre toute incursion venant de l'extérieur. Il devient possible d'établir une relation mutuelle entre l'institution de la « maison » et le *Fokonolona*. Comme la maison, le *Fokonolona* protège les secrets de ses membres, et défend l'accès des autres groupes. Chaque *tokenrano*, maison particulière a ses *raharahan-tokenrano*, « affaires intérieures », ou ses « *bitsibitsika tsa rendrenikala* »,

⁴ Selon Léo Ramangalahy, un spécialiste en langues anciennes, enseignant dans l'Université d'Antananarivo Madagascar (Communication personnelle en 2004).

« chuchotements que même dame araignée n'entend pas, secrets,... » ; les affaires intérieures de la *tokantrano* ne doivent pas être divulguées à l'extérieur, *tokantrano tsy ahahaka* (L. P. Randriamarolaza, 1986, p.20). Ainsi, les membres de la population ont fait l'effort pour garder leurs pouvoirs, leurs identités, leurs cultures, leurs savoirs locaux comme les gardiens de portail, chez le *Fokonolona* traditionnel Betsileo au Centre-sud de Madagascar, qui assurent la sécurité du village « *samy miambina sy manana fahefana amin'ny azy* » (J. Rainihifina, 1959, p.65), chaque groupe assure la sécurité de son secteur et a son autorité totale. Le principe de « *samy andriana any an-tranony* », chacun est souverain dans sa maison, est à respecter.

Toutefois, le proverbe malgache admet qu'en cas d'intempéries, « *trano atsimo sy avaratra ka izay tsy mahalena ialofana* », entre deux maisons dont l'une est au Sud et l'autre au Nord, on choisit pour refuge en cas de pluie celle qui a la meilleure toiture, un symbole de la collaboration et de la complémentarité entre les deux groupes, *Tompon-tany* et *Mpiavy*, en cas de danger ou en cas de problème. A titre d'exemple, les deux clans du *Fokonolona* Antemoro (Sud-Est) forment deux *trañobe*⁵, deux grandes maisons dont l'une représente le clan *Antehofiky*, groupe *Tompon-tany*, propriétaire du territoire, et l'autre le clan *Antelohony*, groupe *Mpiavy*, autre lignage. Ils ont chacun leur *Trañobe* et leur chef. Mais les deux groupes ont établi une *Trañobe iraisana*, maison commune, ou *Trañompokonolona*, maison pour tous les membres du *Fokonolona*. C'est-à-dire, ils s'allient et s'unissent dans la solidarité totale.

2.2. *Le savoir-éliminer les sources de conflit interne*

Le principe égalitaire⁶ et le principe hiérarchique⁷ sont des réalités premières et figurent parmi les plus contraignantes de la vie politique ou de la vie sociale en général (L. Dumont, 1966, p.5). Ils constituent des références de base. Les organisations dualistes sont à la base du système politique dans le *Fokonolona* malgache. Le dualisme peut diviser les membres de la population sous forme de deux segments de base selon le principe de l'aînesse : « aîné/cadet », ou selon le principe « masculin/féminin »⁸. La société est hiérarchisée mais équilibrée. Les deux moitiés ont recours à la mise en place

⁵ grande maison, maison collective du clan, réservée aux réunions publiques des membres de la population

⁶ au niveau de la perception de la nature sociale

⁷ au niveau de la valeur sociale

⁸ ou peut être le principe de la filiation en ligne masculine/ligne féminine

d'une organisation équilibrée et juste pour assurer la paix et le développement de la société. Selon l'adage malgache « *ny biby tsy mandeha tsy ny lohany* », littéralement, un animal sans tête ne peut pas marcher, le *Fokonolona* a besoin de chef, de leader pour le diriger. Mais, au principe hiérarchique, est associé le principe égalitaire ou principe d'équilibre en vertu duquel les membres du *Fokonolona* sont égaux et exercent une part de pouvoir.

Dans la logique sociale malgache, le cadet doit accepter la supériorité de l'aîné, mais les deux sont arrivés à l'élaboration de dispositions plus adaptées pour la vie commune : *zoky tsy tompo, zandry tsy andevo*, l'aîné n'est pas un maître, le cadet n'est pas un esclave. Les aînés peuvent accéder au rang de détenteur de pouvoir mais le principe de la collégialité prime. Alors, le système politique ancestral *tankaratra*, dénommé « *Dimilahy manodidina ny kianja* », littéralement Cinq hommes autour de la place publique a été dirigé collégialement par ses cinq fils de son ancêtre éponyme. Seul l'aîné du lignage et ses descendants sont dénommés *Tompon'ny Fanjakana*, maître du royaume, le chef suprême ou *Mpitana Hazomanga*⁹ « détenteur du *Hazomanga* ou détenteur du pouvoir ». Mais il ne prenait pas de décision sans concertation ou consultation de ses quatre frères, quatre chefs subordonnés, pour parvenir à l'établissement d'une bonne gouvernance et pour éviter le conflit interne. Chez le Zafisoro, le système politique ancestral a été dirigé par les six fils de Soronady qui sont les maîtres du royaume. A. Mampitovy (1976, p.5) a écrit : « *ny fitondram-panjakana tao dia nalahatra ara-pizokiana* », l'organisation politique est hiérarchique suivant le principe de l'aînesse. Le grand chef ou chef suprême est l'aîné¹⁰ mais aidé par ses cinq frères, cinq chefs subordonnés.

Concernant le dualisme masculin/féminin, le système politique est alors régi par la parité entre principe masculin et principe féminin, entre côté paternel et côté maternel, et, de fil en aiguille, ou plus exactement, par l'alliance homme-femme. Si la femme ne peut pas assumer la fonction de chef, elle joue cependant le rôle de conseillère occulte, irremplaçable, et surtout de contre-pouvoir, à travers, par exemple, l'*alam-biavy* « association des femmes », dirigée par l'*andriambavilanitra*, littéralement

⁹ Le *Hazomanga* vient de deux mots : Hazo + manga (Bois + litt. « bleu », merveilleux) et est une canne « exceptionnelle » qui symbolise le pouvoir.

¹⁰ aîné de la première femme de Soronady

« princesse du ciel » chez les Antanala, et le *sefom-biavy* « chef des femmes » chez les Antemoro¹¹.

2.3. *Le savoir-cohabiter*

Ce savoir est le résultat des deux savoirs antérieurs dont la somme donne le *Fihavanana* (solidarité généralisée). Au sens strict, le *Fihavanana* est reconnu comme étant les liens de parenté fondée sur la consanguinité, mais au sens large, il désigne la relation étroite et la solidarité entre tous les membres de la population moyennant des contrats de cohabitation et de résidence. Les membres de la population sont unis par une parenté artificielle (adoption ou serment du sang) ou par contrat de cohabitation. C'est la théorie de l'autochtonie et de l'extranéité à travers le système politique traditionnel à Madagascar. L'autochtonie et l'extranéité résultent de la relation entre deux groupes échangistes, l'un *Tompon-tany*, propriétaire du territoire, et l'autre *Mpiavy*, autre lignage, étranger. Le principe hiérarchique au niveau du territoire s'établit selon l'antériorité des deux clans fondateurs, qui constituent le *Fokonolona*, « *izay tonga aloha tompon-tanindrazana* », celui qui est arrivé le premier est le propriétaire du territoire. Mais il s'érige dès lors en espace de concertation-négociation entre les deux composantes de la population.

Le *mpiavy* s'efforce pour devenir *miray volo*, totalement intégré donc analogue au *tompon-tany*. Alors dans certains cas de *Fokonolona* traditionnel, comme le *Fokonolona Antakay (Fehifehy)*, le *Fokonolona Betsimisaraka (Fanjakan'ny Valoambitelopolo)*, le *mpiavy* a le même statut que le *tompon-tany* « *natao nahadidy nahatapaka teo amin'ny toerana nametrahana azy ireo vahiny nomen-toerana : mba ho fitsimbinana ny firindran'ny fiaraha-monina* » (J. Ndemahaso, 1973, p.48). C'est-à-dire, pour assurer une bonne relation avec le *Tompon-tany*, le *Mpiavy* a l'accès à la propriété foncière et peut occuper une parcelle de territoire. Mais la bonne conduite est strictement exigée de tous les membres de la population. « *Raha tsy hamba (mendrika, vanon-toetra) ny vahiny, dia akotrokotroka riaka hivoalana (...) mba ho lao monina* » (ibid, p.28). Si le *mpiavy* ne se conduit pas dignement envers les *tompon-tany*, il doit être expulsé.

Comme contrat de cohabitation, il s'instaure à travers le *Dina* ou *Convention*, définissant les droits et devoirs de l'individu et du groupe, ainsi que les sanctions

¹¹ Antanala, Antemoro : groupes ethniques du Sud-Est de Madagascar

prévues pour les différentes infractions. Les sanctions dépendent du degré de la faute commise. Les sanctions prévues pour les différentes infractions allant du *Kabary* ou *Kabaro* « blâme, remontrances publiques » en passant par les peines réparatrices comme l'offrande de *toaka* « alcool local », de *vola* « somme d'argent », de *aomby* « zébu(s) » en fonction de la catégorie de la faute. La peine de mort n'existait pas dans la société ancestrale, mais la plus haute sanction est l'*Ankivy*, *Hazofotsy* et *Aombilahimavo* « Blocus, isolement total, détachement complet de la population de celui qui a commis la faute sanctionnée (la personne seulement ou avec elle sa famille) ».

Il faut relever également le principe de solidarité, donc le principe du *mifanotrona* « s'entraider, se protéger », et *miara-mironjona* « se mobiliser ensemble, agir comme un seul homme », c'est-à-dire celui de la responsabilité collective, se mettre en conciliabule pour résister ensemble, agir ensemble, faire acte commun de résistance. Sur le plan économique, le *Fihavanana* s'applique par la pratique du *valin-tanana* ou échange de prestation de services, ou *atero ka alao*, litt. « donnez et reprenez ». La théorie des trois obligations : obligation de donner, obligation de recevoir et obligation de rendre (M. Mauss, 1923-1924) est ainsi présente dans le *valin-tanana* et l'*atero ka alao*.

3. Discussions

A l'image de Madagascar, pays insulaire, mais perméable aux pénétrations étrangères, le système politique autochtone ancestral et traditionnel, constitué par des savoirs autochtones bien organisés, est changé au fil de temps. L'autorité traditionnelle a perdu au cours du temps son pouvoir politique. Alors, le renouveau de savoir-gouverner autochtone est un outil indispensable et nécessaire pour assurer la stabilité politique et pour parvenir au développement durable à Madagascar.

3.1. *Les dynamiques sociopolitiques locales et globales*

Au début, le *Fokonolona* et ses nombreuses variantes ont d'abord vécu une période relativement calme. Il y avait alors le *Fokonolona* ancestral, une « figure isolée », par le *Tompon-tany*, propriétaire du territoire, puis le *Fokonolona* traditionnel, une « figure dyadique », entre le *Tompon-tany*, propriétaire du territoire et le *Mpiavy*, autre lignage, ayant évolué vers l'arrivée de l'époque monarchique. Pendant l'époque

royale, le système *Fokonolona* est devenu partenaire de la royauté. L'État, comme détenteur de la force, ne pouvait pas abuser du pouvoir. Il s'est plutôt présenté comme un *ray aman-dreny* « père et mère » pour le peuple, et, vice-versa, le peuple est reconnu comme *ray aman-dreny* par l'État. Andrianampoinimerina [1787-1810] disait « *Izaho no raiamandreny (...) Hianareo ambanianandro no raiko aman-dreniko* » (Callet, 1908, pp.707, 1026) « Ô ! peuple, je suis votre père et mère, et vous êtes aussi mon père et mère ». En termes organisationnels, la mise en place d'une structure représentative intermédiaire a été perçue. Chez l'Imerina du centre de Madagascar, le peuple désigne le *Loholona*¹², l'aîné, « chef du peuple » comme représentant et l'État le *Vadintany* « litt. époux de la terre » comme son représentant local. Chez les Sakalava du Nord, l'État (*Ampanjaka*) désigne comme représentant l'*Antifanahy* « le sage », le peuple désigne le *Manantany* « propriétaire de la terre ».

La situation en était là, jusqu'au jour où débarqua au XIX^e siècle l'État capitaliste moderne, d'abord, sous l'administration coloniale française (1896-1960), ensuite sous celle de l'État républicain malgache (à partir de 1960), qui, l'une après l'autre, ont mené une attaque en règle contre le système *Fokonolona*. C'est ainsi que le *Fokonolona* a été d'un côté vidé de son essence, et de l'autre supprimé et a disparu des structures administratives et politiques.

Le 06 Août 1896, Madagascar est déclaré colonie de la France. Tout système de colonisation implique une dépendance tant politique, économique que culturelle. Le décret du 9 mars 1902 portant organisation indigène, élaboré par le Général Galliéni, supprime les droits et les pouvoirs du *Fokonolona* qui est devenu un simple organe ou un instrument pour la répartition des gens, mais qui n'a pas d'autorité dans le système politique. La colonisation a été donc très tôt perçue par les Malgaches comme un moyen d'imposer la civilisation française. L'État est donc comme « un instrument qui permet à la classe dominante d'exercer sa domination violente sur les classes dominées » (P. Clastres, 2011, p.173). La décolonisation de Madagascar est déclarée le 26 Juin 1960 mais les systèmes politiques sont plus ou moins similaire au système colonial. Font exception les concepteurs du système *Fokonolona* de la période transitoire de 1972-1975 entre la première et la deuxième république, animés par le Colonel Richard Ratsimandrava, qui prônaient un *Fokonolona* « pour la maîtrise populaire du développement », un *Fokonolona* très proche du *Fokonolona* traditionnel,

¹² Comme le chef du clan ou le maître du royaume dans le *Fokonolona* ancestral et traditionnel

réconcilié avec les représentants de l'État républicain. Alors, les savoirs autochtones en termes de gouvernance ont changé depuis la colonisation, c'est-à-dire avec le passage à l'échelle interculturelle et transculturelle dans le cadre de la mondialisation.

3.2. Les savoirs-gouverner et le développement durable

Actuellement, dans le cadre de la mondialisation, il est absurde de nier ou d'empêcher l'existence de la situation pluriculturelle car la diversité est un atout en termes de collaboration mutuelle. M. Agier (2013, p.208) a affirmé que « la circulation des personnes, des informations et des savoirs constitue un cadre mondial déjà partagé, même si c'est de manière inégalitaire ». Il est mieux de connaître le savoir-gouverner à Madagascar en tant que patrimoine culturel. Cependant, il faut laisser tomber sa partie obsolète tout en gardant ou améliorant, ou bien en étoffant et en valorisant sa partie essentielle (S. Rabotovao, 2020, p.105). Il s'agit de suggestions en vue de construire un mode de gouvernement adapté aux modèles traditionnels, fruits de savoir-gouverner autochtone malgache pour assurer la stabilité politique et surtout pour parvenir au développement durable. L'objectif est de « promouvoir le « pluralisme culturel » en favorisant des échanges culturels fondés sur des conditions acceptables de réciprocité » (J. Farchy, 2004, p.289)

L'intégration de genre dans le processus de développement est une approche utilisée par divers projets et programmes de développement dans le monde. Alors, les femmes doivent jouer un rôle indispensable dans le cadre du développement d'un pays, un facteur moteur au service de la société si la véritable égalité des sexes s'installe. Alors, il faut maintenir la parité entre principe masculin et principe féminin, la dualité masculin/féminin ou homme/femme du savoir-gouverner autochtone. Concernant le rôle des femmes dans le *Fokonolona*, il faut signaler que la Femme dans la société malgache est appelée *Tompon-trano*, maîtresse de maison, et l'homme *Filohan-tokantrano*, chef du ménage. La femme, dans le *Tokantrano*, a le droit à la parole, participe à la définition de la « politique » du ménage, et à la prérogative sur la gestion financière (L. P. Randriamarolaza, 1989, p.9). Comme le *Fokonolona* est comparable au *Trano* ou *Tokantrano*, les femmes ont le droit de savoir tout ce qui concerne la gouvernance politique. Chargées des affaires internes du *Tokantrano*, elles ont le droit de conseiller en termes d'organisation politique. En fait, le rôle des hommes et des femmes sont séparés mais complémentaires. Les femmes jouent le rôle de conseillères

irremplaçable, et surtout de contre-pouvoir dans le gouvernement. Ainsi, pour arriver au développement de la société, les hommes et les femmes devraient être concernés au même titre par toutes les affaires de la société. C'est un outil en vue d'éliminer les sources de conflit interne à travers le principe égalitaire et le principe hiérarchique.

Par ailleurs, la valorisation de la dualité aîné/cadet avec le principe de consultation-concertation entre les membres du gouvernement et même avec la population fruit de savoir-gouverner autochtone est indispensable. Il s'érige dès lors en espace de concertation-négociation entre les composantes de l'institution. À la décharge de l'État monarchique, il faut cependant mentionner qu'il a su parfois trouver un terrain d'entente avec le système *Fokonolona* en instaurant un espace commun pour abriter une structure représentative, d'un côté, du pouvoir royal et, de l'autre, du pouvoir du *Fokonolona* à travers ses représentants. Par ailleurs, le Roi Andrianampoinimerina [1787-1810] a mis en œuvre une gouvernance en l'occurrence l'organisation de son entourage et surtout de ses conseillers en deux camps opposés mais complémentaires, d'une part, celui des « colombes » qui préconisent le *soft power* et est dirigé par Hagamainty et, d'autre part, celui des « faucons » adeptes du *hard power* et dirigé par Hagafotsy. En écoutant l'un et l'autre camp ou en les manœuvrant avec justesse, le monarque a pu donner l'image d'un chef plein d'habileté et de sagesse. Actuellement, dans le système politique républicain, le gouvernant doit alors écouter et consulter la population, les différents partis politiques en opposition, la société civile, etc. avant de prendre telle ou telle décision. C'est la transparence de l'autorité pour lutter contre la crise et l'instabilité politique.

Conclusion

Le travail concerne le *Fokonolona*, la première organisation politique à Madagascar, une « forme étatique autochtone », sa place et son rôle dans l'histoire politique de Madagascar. L'analyse a montré que, sur le temps long, estimé à plusieurs années, le *Fokonolona* s'est, bel et bien, trouvé au cœur des jeux et des enjeux politiques dans la Grande Île de Madagascar. L'article apporte comme contribution une analyse comparative de l'évolution des systèmes politiques traditionnels sous l'effet de la transformation sociale à toutes les échelles. Madagascar souffre de l'instabilité politique à cause du remplacement des savoirs autochtones par les savoirs modernes en termes de gouvernance, alors que leurs institutions traditionnelles disposaient de

plusieurs atouts pour assurer la stabilité, entre autres leur base sociale et l'équilibre des pouvoirs entre l'homme et la femme. Au terme de cet article, les points suivants se dégagent : les savoirs autochtones doivent se transformer à cause de la dynamique sociale, source de pluralité ; mais le développement de Madagascar ou des autres pays en voie de développement résulte de l'adaptation des savoirs modernes aux savoirs autochtones. C'est cette pluralité qui conduit au véritable développement d'un pays, un développement durable.

Références bibliographiques

- Abelès Marc. 2008. *Anthropologie de la globalisation*. Editions Payot & Rivages, Paris.
- Abelès Marc. 2009. « L'acte politique de l'anthropologue, à l'heure de la globalisation ». *Les Génies de la Science*, n° 38, pp.93-95.
- Agier Michel. 2013. *La condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*. La découverte, Paris.
- Balandier Georges. 1984. *Anthropologie politique*. PUF, Paris.
- Callet. 1908. *Tantaran'ny andriana eto Madagascar*. Imprimerie Officielle, Antananarivo.
- Clastres Pierre. 2011. *La société contre l'État*, Les éditions de minuit, Paris.
- Décret du 9 mars 1902 portant l'organisation de l'administration indigène, Journal Officiel de Madagascar du 30 avril 1902, pp. 7391-7362
- Dumont Louis. 1966, *Homo hierarchicus. Le système des castes et ses implications*. Gallimard, Paris.
- Farchy Joëlle. 2004, « Exception, diversité, pluralisme : quelle politique culturelle pour l'Europe de demain ? » in Mezghani Nébila, *Intérêt culturel et mondialisation. Les aspects internationaux*, tome II, L'Harmattan, Paris, pp. 271-293.
- Faridanonana. 1976. « Ny Fanjakan'ny Valoambitelopolo », *Tantara* n° 4-5. Etablissement Supérieur de Droit, Economie, Gestion, et Sociologie, Antananarivo.
- Mampitovy Antoine. 1976. *Tantaran-drazana Zafisoro. Foibe filan-kevitra ny mpampianatra*, Antananarivo.
- Mauss Marcel. 1923-1924, « Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques ». *L'Année Sociologique*, seconde série.

- Ndemahaso Jean. 1973. *Fomba Antakay*. Ambozontany, Fianarantsoa.
- Olivier de Sardan Jean Pierre. 1995. *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris, Karthala.
- Ordonnance n° 73-009 du 24 mars 1973 portant structure du monde rural pour une maîtrise populaire du développement, Ordonnance n° 73-010 du 24 mars 1973 portant organisation et fonctionnement des Fokontany, Ordonnance n° 73-040 du 04 Août 1973 fixant les attributions et les responsabilités du Fokonolona.
- Ottino Paul. 1963. *Les économies paysannes malgaches du Bas-Mangoky*. Edition Berger-Levrault, Paris.
- Rabotovao Samoelson. 2015, « La hiérarchie négociée, un concept central de l'organisation politique chez les Tankaratra du centre de Madagascar ». *Annales de la Faculté de Lettres et Sciences Humaines*, N° 17, Université d'Antananarivo, Madagascar, pp.287-314.
- Rabotovao Samoelson. 2020, « Acculturation harmonieuse, indispensable à la lutte contre la Covid-19 à Madagascar », *REVUT Scientific Journal*, Vol. 2 (5), pp.100-107 (En ligne), consulté le 10 mai 2021, URL : <http://www.revut-article.com/revut-univ-toamasina.com/wp/rsj-vol-2/~>
- Rainihifina Jessé. 1959. *Fomba Betsileo*. Imprimerie catholique, Fianarantsoa.
- Ramasindraibe Paul. 1975. *Fokonolona fototry ny firenena*. Nouvelle Imprimerie des Arts Graphiques, Antananarivo.
- Randriamamonjy Frédéric. 2002. « Ny fitondram-bahoaka tany Anokay-Bezanzano tamin'ny taonjato faha-18 », *Bulletin de l'Académie Nationale des arts, des lettres et des sciences*, Tome LXXVIII/1-2. Académie malgache, Antananarivo.
- Randriamarolaza Louis Paul. 1986 « Fokonolona et Cognatisme à Madagascar ». *Omaly sy Anio* n° 23-24. Unité d'Enseignement et de Recherche d'Histoire, Antananarivo, pp. 17-34.
- Randriamarolaza Louis Paul. 1989. *Femme, parenté et culture en Imerina : l'approche norvégienne du développement à travers le projet MAG 003*. Colloque international d'histoire malgache, Antananarivo